



LA UNE

Gauche, état des lieux. Sociologie électorale, sociologie militante.

Par

Par Rémi Lefebvre, Professeur en science politique à l'Université de Reims et co-fondateur du club **Gauche Avenir**.

Le parti communiste

1. Le déclin électoral

Le déclin électoral du PC, amorcé dans les années 70, s'amplifie dans les années 80 et 90. Le parti communiste retrouve « l'implantation en archipel » qui était la sienne dans l'entre-deux-guerres et son électorat qui se dénationalise se rétracte sur ses bases locales.

Les résultats sont catastrophiques lors des élections présidentielles (1,93 % en 2007 avec Marie-George Buffet, 3,37 % en 2002). Robert Hue réunit en 2002 moins d'un million de voix, moins de 3,5% des suffrages exprimés, ce qui le place derrière LO et la LCR, et 94% des ouvriers n'ont pas voté pour lui. Le PCF s'est alors trouvé coincé entre la loyauté à l'égard de la gauche plurielle et la défense du monde du travail². Certains concluent à « l'acte de décès » probable du PCF³. Le 22 avril 2007 au premier tour de l'élection présidentielle Marie-Georges Buffet, candidate de la « gauche populaire et antilibérale soutenue par le Parti communiste français », obtient le score le plus bas de toute l'histoire du PCF au niveau national : 707 327 voix, soit 1,93% des suffrages exprimés, arrivant en septième position.

Les résultats du premier tour des élections législatives de 2007 organisées le mois suivant sont meilleurs pour le PCF : les candidats présentés ou soutenus par le PCF rassemblent sur leurs noms 4,70 % des suffrages exprimés (les candidats appartenant au PCF totalisent 1 115 719 de voix, soit 4,29 %), soit 0,19 point de moins qu'en 2002. Lors du second tour des élections législatives, les candidats présentés ou soutenus par le PCF obtiennent 18 députés (13 réélus, 4 successions et 1 nouvel élu) en métropole, tandis que le Parti communiste réunionnais obtient un siège (ce qui lui permet de conserver un groupe à l'Assemblée nationale avec les quatre députés Verts).

Aux élections locales, le PC résiste mieux. Les résultats des régionales de 2004 marquent un net redressement : plus sensible dans le Nord-Pas-de-Calais et en Picardie, où les listes « autonomes » obtiennent 10,7 et 10,9% (contre 5,1 et 3,9%) qu'en Île-de-France et en Auvergne, où les listes d'union obtiennent respectivement 7,2 et 9,2 %. Les cantonales marquent elles aussi un redressement, mais il ne s'agit là que d'une chute ralentie.

Lors des élections municipales et cantonales de 2008, le PCF a adopté une double stratégie d'union aux municipales et s'est présenté sous ses propres couleurs aux cantonales. Il gagne plusieurs villes, dont Saint-Claude, Dieppe et Vierzon. Il perd néanmoins plusieurs villes au second tour, dont Calais, Montreuil et ne re-

gagne pas des villes comme Le Havre, Sète ou Nîmes. Il l'emporte en revanche à Villeneuve-Saint-Georges, Firminy, ? maintenant ainsi un niveau similaire à celui de 2001.

Pour le scrutin cantonal, le PCF présentait 1 271 candidats (le PS en présentait 1 430, le FN 1035, la LCR 55). Il réalise un score de 8,8 %. Le léger recul par rapport à 2001 (9,8 %) s'explique par un moins grand nombre de candidats présentés (sur les cantons où il est présent dans les deux scrutins il gagne 1,2 % de 11,1 à 12,3 %). Ce scrutin voit l'élection de 118 conseillers généraux communistes. Suite au scrutin, le PCF perd la direction de la Seine-Saint-Denis au profit du Parti socialiste, conserve celle du Val-de-Marne et gagne celle de l'Allier au détriment de la droite. Ces deux scrutins semblent montrer un ralentissement de l'érosion de l'influence du PCF qui retrouve de meilleurs résultats dans ces scrutins locaux qu'il pouvait le craindre après une élection présidentielle catastrophique.

Le parti s'appuie aujourd'hui de plus en plus sur ses élus, locaux notamment. Le rapport de forces semble d'ailleurs à ce titre s'être inversé : alors que le parti contrôlait très fortement ses élus, ce sont désormais les élus qui « tiennent » le parti. Le PCF revendique près de 10 000 élus locaux et 500 municipalités de toutes tailles, dont 89 dans des villes de plus de 9 000 habitants. Parmi les principales ont trouve : Arles, Aubagne, Nanterre, Dieppe, Martigues, Vierzon, Vaux-en-Velin, Saint-Denis, Arles, Saint-Martin-d'Hères, Pierrefitte-sur-Seine, Bagnolet, La Courneuve, Villepinte, Villeneuve-Saint-Georges, Portes-les-Valence, Firminy, Aubières, Villerupt, Queven et Roissy-en-Brie, La Courneuve, Le Blanc-Mesnil ? Le PCF compte également 21 sénateurs Cette bonne implantation locale s'appuyant sur des « fiefs historiques » permet au parti de résister électoralement, en lui assurant par exemple plusieurs sièges de députés (le PC profite très fortement à la différence des verts du scrutin majoritaire d'arrondissement). Ces élus reversent également une partie de leur traitement au parti (mais de moins en moins en proportion ?), ce qui constitue une source de revenu non négligeable.

2. La désouvriérisation de l'organisation

Les causes de ce déclin sont multiples mais la dimension sociologique est centrale. Avec le « morcellement », le désœuvrement de « la classe ouvrière », les mutations du travail et l'individualisation des sociétés « post-matérialistes », le modèle social sur lequel la « classe ouvrière » s'est développée tend à disparaître. Aujourd'hui, le mouvement ouvrier n'est plus le principal acteur populaire, ni le principal acteur du mouvement social, et se trouve directement menacé par les nouvelles formes d'exclusion. « C'est avec ce parti que le monde ouvrier avait gagné ses lettres de no-



blesse et accédé à l'existence politique. Là résidaient pour une part la force et la puissance du parti communiste. Là est aujourd'hui sa faiblesse » note un spécialiste du PC François Platone. L'accroissement de l'individualisme a pu contribuer à miner les valeurs et solidarités ouvrières.

Depuis 1981, l'électorat communiste a perdu peu à peu sa spécificité ouvrière et s'est banalisé. Le Parti communiste reste le parti dont l'électorat comporte la plus grande proportion d'ouvriers jusqu'aux législatives de 1997, où, pour la première fois, le FN le devance avec 20% d'électeurs ouvriers et 30% issus d'une famille ouvrière contre respectivement 18 et 27. Si la présidentielle de 2002 a constitué pour beaucoup la prise de conscience de l'ampleur de ce mouvement, elle ne marque pas une rupture, mais constitue l'aboutissement d'un long processus au terme duquel 6% des ouvriers votent pour le PCF. Lors du premier tour, 40% des électeurs communistes sont ouvriers, soit autant que dans l'électorat Saint-Josse, mais sensiblement plus que pour le FN (33%) ou LO (30%)⁴. En 2004, les données manquent, le PCF étant le plus souvent regroupé avec les Verts et le PS, comme si son existence en tant que parti autonome n'avait plus de pertinence pour les « fabricants d'opinion ». Dans les rares sondages disponibles, « la liste de gauche » rassemble ainsi 42% des suffrages ouvriers aux régionales⁵ et 40% aux européennes⁶. Au fil des consultations, le PC gagne-t-il « de l'audience électorale parmi les classes moyennes et supérieures, mais pas autant qu'il n'en « perd » parmi les ouvriers »⁷. Parallèlement, on constate un vieillissement et une tertiarisation, avec notamment « le virage à gauche des classes moyennes salariées ».

Comme l'ont montré Annie Laurent et Bernard Dolez⁸, l'extrême-gauche a conquis, au détriment du PCF, une partie de l'espace que celui-ci occupait à la gauche du PS. On serait facilement amené à conclure à un glissement des électeurs communistes vers leur gauche. En réalité, la situation est plus complexe, dans la mesure où l'on est face à deux électorats sociologiquement et territorialement différents. Tout d'abord, le vote d'extrême-gauche progresse surtout dans ses zones de force initiales (corrélation de .66 entre les présidentielles de 1995 et 2002). De même observe-t-on une corrélation partielle entre la montée de l'extrême-gauche et le recul du PCF (corrélation de -0.43 par départements, mais -0.70 par circonscriptions dans le Nord/Pas-de-Calais, et -0.53 par bureaux de vote à Calais⁹). La progression de l'extrême-gauche affecte donc bien le PCF mais est surtout liée au recul de la gauche plurielle dans son ensemble (-0.82 par circonscriptions dans le Nord/Pas-de-Calais). Par ailleurs, d'après différentes études, les anciens électeurs communistes, et notamment les ouvriers, sont pour une part devenus abstentionnistes.

Ces évolutions affectent l'organisation et l'armature militante. En 2006, le PCF est le troisième parti de France par le nombre de ses militants (134 000 en février 2006, dont 99 281 cotisants - les statuts adoptés en 2001 prévoient que l'exercice des droits attachés à la qualité d'adhérent-e est ouvert par le paiement de la cotisation fixée par le Congrès, dont le droit de vote et d'être élu). La victoire du « non » au référendum aurait entraîné un certain

regain d'adhésions (environ 7 000 selon le PCF). La perte d'influence sur l'électorat s'accompagne d'une importante baisse du nombre d'adhérents qui remet en question la fonction de parti de masse que le PCF incarnait autrefois. La composition sociologique du PCF s'est banalisée, au point qu'il est aujourd'hui « dans sa composante active [?] vraiment représentatif de la société française »¹⁰. Emerge un « néo-communisme », autrement dit une nouvelle « manière d'être communiste », un engagement plus individualiste et négocié, dépolitisé et davantage festif, plus critique et moins légitimiste comme l'analysent les politistes Nicolas Bué et Nathalie Ethuin. La perte de ressources financières et clientélares (à travers la perte des municipalités notamment), la notabilisation des cadres et le renforcement de l'influence des élus consécutifs à l'affaiblissement électoral contribuent encore à l'affaiblissement de l'organisation. Les organisations et relais sociaux (presse, écoles ?) sont en difficulté ou ont tout bonnement disparu. Victime pour partie des mêmes causes, la CGT précède d'ailleurs le parti communiste dans son déclin. D'autres organisations distendent leur relation avec le parti, quand elles n'affichent pas ouvertement leur indépendance, voire leur défiance. Des comités locaux de la CNL¹¹ à la CGT, à tous les niveaux, on marque les différences, comme pour éviter d'être entraîné par le parti dans sa chute, comme s'il était désormais illégitime pour une association ou un syndicat d'être marqué du sceau d'un parti politique. En ce sens, la crise du PCF renvoie à la crise d'un modèle partisan.

Si le parti communiste a longtemps pu revendiquer avec un certain succès la représentation des classes populaires, c'est que ses dirigeants pouvaient généralement faire valoir leur origine populaire. C'est aussi parce que les ouvriers étaient surreprésentés dans ses rangs, rendant crédible le label de « parti des ouvriers ». En 1979, les ouvriers représentent 46.5% des effectifs communistes, alors qu'ils sont 35% dans la population active¹². Aujourd'hui (en 1997, dernière enquête disponible ?) 31.3% des adhérents communistes sont ouvriers. Cette proportion reste supérieure à celle des ouvriers dans la population active qui s'établit en 2003 à 24.8%. C'est pourtant dans cette catégorie que le déclin des effectifs est le plus net, alors que la proportion de cadres moyens et de professions intermédiaires a sensiblement augmenté, passant de 14.7% à 19.8% des adhérents entre 1979 et 1997. De même, la proportion des professions libérales et des cadres supérieurs, estimée à 4.9% des adhérents en 1979, s'est accrue de façon significative pour atteindre 11.3% en 1997. Par ailleurs, parmi les adhérents ouvriers, on constate une nette prédominance des ouvriers à statut, travaillant dans les entreprises publiques, notamment à EDF ou à la SNCF, et une sous-représentation des ouvriers exerçant dans les entreprises privées et particulièrement les PME. Le même phénomène est à l'œuvre parmi les employés et les cadres. Néanmoins, le parti communiste reste de loin le mieux ancré [des partis de gauche] dans les milieux populaires puisque près de la moitié des adhérents sont employés ou ouvriers (42%). Ces évolutions sociales du recrutement communiste, qui attestent une perte indéniable de représen-



tativité ouvrière, se doublent d'une nette sous-représentation des ouvriers et des employés dans les directions du parti. Alors que les ouvriers représentaient 31.3% des adhérents en 97, ils sont 19.8% des membres du conseil national élus en 2000 et 12% des membres élus en 2001. Un des fondements de la spécificité du PCF a donc bien disparu et la promotion au sein de l'appareil répond aujourd'hui peu ou prou aux mêmes logiques que dans les autres organisations politiques.

Les Verts

1. Des performances électorales variables

Les résultats sont contrastés selon les types d'élections, les résultats étant les plus faibles dans les scrutins nationaux. Certains observateurs notaient en 2007 le paradoxe suivant : jamais la préoccupation écologiste n'a été aussi importante auprès des citoyens alors que les résultats ont été les plus mauvais depuis près de 30 ans. L'effondrement en 2007 aux présidentielles n'est pas seulement en % mais aussi en voix, Dominique Voynet n'ayant fait que 500 000 voix au lieu du million auquel les Verts étaient habitués, pour une participation au demeurant plus massive. Mais les dernières européennes ont complètement bouleversé ces interprétations, redonnant crédit et crédibilité aux écologistes. Ce retournement traduit bien la fragilité de la position des Verts dans le champ politique et le marché électoral.

Les Verts ne bénéficient pas comme le Parti Communiste de bastions et il s'agit indéniablement d'une faiblesse notamment dans le cadre de scrutins uninominaux (comme les élections cantonales et législatives) où existe une compétition à Gauche.

Aux yeux d'un nombre non négligeable de Français il apparaît utile de voter pour Les Verts, car il est utile d'avoir des élus Verts aux parlements régionaux et européens. Leur ancrage politique, non seulement affirmé par la direction mais également reconnu par les Français, clairement à Gauche leur apporte crédibilité et force à leur action potentielle.

Trois caractéristiques spécifient globalement cet électorat : plus féminin, un peu plus jeune et plus diplômé. C'est un électorat tiraillé : s'il y a un fort enjeu gauche droite, il vote utile, s'il y a un faible enjeu national, il vote écologiste. Les résultats du baromètre politique du CEVIPOF (2007) ayant trait à l'environnement montre une prise en compte croissante de ce thème, même si elle est contrastée. Ainsi les électeurs se montrent beaucoup plus sensibles quand on choisit l'entrée changement climatique que lorsqu'on leur invoque le thème du développement durable.

La sociologie électorale des Verts et l'évolution de son électorat montrent qu'un certain nombre de débats se déroulant en son sein sont pour partie tranchés : si les catégories sociales militantes des Verts ne sont pas « populaires », une partie non négligeable de son électorat l'est. Elle l'est même de plus en plus. Et les évolutions que l'on constate de 2002 à 2004 sont à ce titre assez nettes. Qui plus est, on assiste à un léger vieillissement de la base électorale. Les moins de 35 ans ne constituent plus pilier central. On constate également une évolution des thématiques et motivations de vote. Tout semble indiquer que certes les aspects écologiques

et environnementaux constituent la condition essentielle de voter pour Les Verts. Pour autant, d'autres thématiques connexes commencent à apparaître au premier rang desquelles la question de la santé. Les attentes des Français sur la question environnementale, comme le montrent les études qualitatives, indiquent bien que ceux-ci souhaitent des Verts certes qu'ils décrivent et pointent les failles du système économique mondial conduisant aux différentes conséquences qu'ils connaissent au quotidien mais surtout qu'ils donnent des solutions pour agir ici et maintenant sur l'écologie du quotidien.

La part des sympathisants de Gauche passe de 66% (en 2002) à 74% (aux régionales là où se trouvaient des listes autonomes des Verts) puis 78% (aux européennes), tandis que celle des ? sans-préférence partisane ? passait respectivement de 26% à 20% puis 12% de l'électorat. En 2004 les sympathisants Verts ont, plus qu'en 2002 et qu'en 1995, émis un vote en cohérence avec leurs sympathie partisane : en 1995 49% des sympathisants Verts ayant voté ont déposé un bulletin ? Dominique Voynet ?, en 2002 49% ? Noël Mamère ?, et aux européennes de 2004, 55% ? liste des Verts ?.

On observe un léger vieillissement de la structuration électorale des Verts. C'est parmi les jeunes que le vote s'avère le plus volatile et surtout que l'abstention est la plus nette.

Aux élections européennes de 2009, les Verts réalisent une forte percée et obtiennent 14 députés européens. Le vote écologique est plutôt parisien et très fort dans les villes encore épargnées par le chômage. C'est en Ile-de-France et dans le Sud-Est que les résultats sont les plus contrastés. Dans ces régions, les écologistes sont devant le PS, avec 7 points d'avance sur Paris et sa région et 4 points d'avance pour la circonscription « Nice-Marseille-Lyon ». Les listes d'Europe-Ecologie flirtent avec les 30% dans Paris intra-muros et dépassent les 34% dans certains arrondissements ? le 2ème, le 3ème, le 10ème et le 11ème. Dans le même temps, le Parti socialiste fait un score historiquement bas, loin derrière les écologistes (15 à 20 points de retard) dans la plupart des arrondissements de gauche. Avec 50% d'abstention sur la ville de Paris, donc une abstention inférieure à la moyenne nationale, il nous est donc possible de supposer que l'électorat socialiste s'est déporté vers un électorat écolo. Les « bobos » n'ont pas massivement boudé les urnes. Au contraire, ils ont manifestement tenu à exprimer leur priorité, une priorité pas forcément marquée par l'inquiétude sociale suscitée par la crise. L'Ile-de-France, dynamisée par Paris, est la région de France où le chômage augmente le moins, a fortiori le chômage de longue durée ? au-delà d'un an ? qui n'augmente que d'1,5% par rapport à l'année passée. Ce constat se confirme lorsque l'on met en perspective ces résultats de Paris avec ceux de la banlieue, où l'abstention est nettement plus forte, notamment dans les banlieues délaissées. En Seine Saint-Denis, l'abstention atteint ainsi les 67% et c'est là que le score des listes écologistes est le plus faible, seulement 2 points au dessus du Parti socialiste, qui plafonne invariablement à 15%. Dans ces zones fortement touchées par la crise, l'électorat de gauche ne n'est donc pas reporté de façon conséquente sur les



listes de Cohn-Bendit. Un constat qui se vérifie lorsqu'on constate que l'écart se creuse de nouveau entre les Verts et le PS dans le département des Haut de Seine (20 contre 12), où l'abstention se rapproche sensiblement de la participation parisienne (54%). Dans la région Sud-Est, le parti socialiste s'effondre littéralement dans les Alpes-Maritimes (à peine plus de 10%) et moins de 14% sur l'ensemble de la PACA. Cette région fait partie de celles dont le chômage augmente le moins. Le vote « écolo » de 2009 semble avant tout un vote urbain qui s'est manifesté de façon forte dans les régions les moins touchées par le chômage.

2. Une organisation qui se professionnalise politiquement

Les Verts ont longtemps refusé la logique de la professionnalisation (méfiance à l'égard des élus, refus du cumul?). Le parti écologiste apparaît aujourd'hui de plus en plus professionnalisé. On recense 41 maires Verts - 3 femmes et 38 hommes - sortis des urnes au lendemain du 16 mars 2008 (tous dans des villes de moins de 10 000 habitants à l'exception de Montreuil, Bègles, le deuxième arrondissement de Paris et Mèze). 23 sont sortants, 18 sont nouvellement élus. A l'issue des dernières cantonales, les Verts comptent 11 élu-e-s - 3 femmes et 8 hommes -, dont 4 sortants, auxquels s'ajoutent 7 élus de 2004. À l'issue des élections régionales de 2004, on recensait 168 conseillers régionaux. Les Verts comptent cinq sénateurs et quatre députés.

Ce poids des élus est à rapporter à la faiblesse numérique des militants. Au 30 juin 2003, on recensait 7755 adhérents (au 31 décembre 2002 : 9700 adhérents). Les Verts éprouvent des difficultés à conserver la totalité de leurs adhérents d'une année sur l'autre. Ce problème est constant chez les Verts mais aussi chez les partis politiques français. La dernière enquête auprès des militants Verts s'est déroulée au cours de l'hiver 1999. 70 % des adhérents ont plus de 40 ans. Ce sont les catégories intellectuelles (enseignants, diplômés de l'enseignement supérieur, etc.) qui sont les mieux représentées au sein du mouvement. Le positionnement sur l'échelle gauche/droite, mérite d'être souligné puisque 69 % des adhérents se situent sur les cases d'extrême gauche ou de gauche, contre 8 % en "Ni gauche ni droite".

La gauche radicale

1. Sociologie électorale

L'extrême gauche se caractérise tout d'abord par sa très grande diversité : plusieurs partis se revendiquant du trotskisme, le mouvement altermondialiste ? Si aujourd'hui elle totalise environ 9% des voix à l'occasion du premier tour de l'élection présidentielle 2007 (Parti communiste inclus), la moitié des suffrages se sont portés sur le candidat de la LCR Olivier Besancenot. Ce résultat est à mettre en parallèle avec celui de la précédente élection présidentielle, l'extrême gauche ayant divisé son score de moitié par rapport à 2002. 53% des électeurs d'Arlette Laguiller de 2002 ont revoté pour la candidate de Lutte Ouvrière en 2007, ce chiffre tombant à 38% pour Olivier Besancenot. Le report des voix de Robert Hue en 2002 vers la candidature de Marie-George Buffet en 2007 aura été de 42%.

Une étude de l'institut CSA a permis de mieux cerner la sociolo-

gie de l'électorat d'extrême gauche à l'occasion de cette élection. S'il s'agit d'un électorat populaire, il n'y a pour autant pas eu un vote ouvrier (François Bayrou, Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy recueillent plus de voix chez les ouvriers). C'est un électorat essentiellement jeune (12% chez les 18/24 ans, seulement 3% chez les 65 ans et plus). L'extrême gauche recueille 14% auprès des chômeurs, 12% chez les étudiants et autres inactifs, 15% chez les salariés en CDD, 11% chez les intérimaires. Le vote d'extrême gauche est légèrement plus fort chez les salariés du secteur public que ceux du privé (11% contre 8%). Seulement 13% des électeurs ayant voté Non en 2005 ont reporté leur suffrage sur l'extrême gauche ? et 4% des électeurs du Oui).

2. Le NPA

Dans une étude publiée en décembre 2007, Florence Johsua, doctorante au Centre de recherches politiques de sciences po (Cevipof) souligne que la percée électorale d'Olivier Besancenot à la présidentielle de 2002 s'est traduite par un changement de profil des nouvelles recrues de la LCR. Le visage militant de la LCR s'est profondément modifié depuis 2002. La frange la plus importante des adhérents est désormais composée de "primo-militants", c'est-à-dire de personnes n'ayant jamais fait de politique. Ce rajeunissement s'est poursuivi après la présidentielle de 2007. La LCR avant la création du NPA, a désormais une pyramide des âges inversée par rapport aux partis comme le PCF ou le PS : près d'un quart de ses militants ont moins de 30 ans et la moitié moins de 40 ans. Sa composition sociale a aussi profondément changé. La LCR attire des couches plus populaires qu'auparavant, avec une part importante de personnes en contrat précaire (CDD, intérim ou en stage). La catégorie qui a explosé est celle des employés, qui compte désormais pour 25 % des effectifs - quasiment autant que les professeurs (28 %). Ce "tournant employé" s'est accentué depuis deux ans. Le parti attire les jeunes actifs déclassés, catégories populaires qu'on retrouve dans les études d'opinion favorables à Olivier Besancenot. Ils ne viennent pas vers la LCR ou aux comités pour un nouveau parti anticapitaliste en attente du Grand Soir, mais pour changer le système le plus vite possible. Leur horizon de militantisme est assez court. Ces jeunes recrues n'ont aucune formation ni culture politique. Ils débarquent avec leur révolte brute. Ils ont des attentes extrêmement fortes d'efficacité immédiate.

Le Parti socialiste

1. Evolution de l'électorat socialiste

En 1986, deux politologues américains publient un livre intitulé Paper Stones. A History of Electoral Socialism, dans lequel ils développaient l'idée que le socialisme européen est confronté à un dilemme électorat structurel et difficilement soluble : la nécessité d'attirer les électeurs des nouvelles classes moyennes salariées, de plus en plus nombreux, sans perdre l'appui essentiel des classes populaires. Ce dilemme, qui l'oblige à pratiquer un grand écart permanent risque de lui faire perdre son ancrage populaire sans fixer pour autant les classes moyennes, les premières étant surtout attachées à la protection collective et au travail produc-



tif tandis que les secondes le sont surtout aux valeurs individualistes du libéralisme culturel et aux valeurs anti-productivistes de la protection de l'environnement. La fragilité électorale particulière du Parti socialiste français l'expose en permanence à souffrir, plus qu'un autre, de la difficulté à résoudre ce dilemme électoral, comme le montre bien le politiste Gérard Grunberg qui écrit récemment : « Périodiquement, dans les périodes de crise interne, une partie de son électorat populaire le déserte pour la droite ou l'extrême-droite ? et non pas pour la gauche de la gauche ? tandis que les classes moyennes urbaines et diplômées, en particulier dans les jeunes générations, lui préfèrent le mouvement écologiste quand il est bien dirigé, ou éventuellement d'autres forces politiques situées au centre gauche. C'est ce qui s'est passé à plusieurs reprises depuis le début des années 1990. C'est, plus nettement encore, ce qui s'est passé dimanche dernier au profit des listes animées par Daniel Cohn-Bendit ».

L'évolution la plus notable est l'érosion du vote populaire. Si elle s'est accusée lors des élections présidentielles de 2002, l'érosion ouvrière du vote socialiste s'inscrit dans un temps électoral long. Le décrochage à l'égard des catégories populaires avait déjà été très net en 1995 lors des élections présidentielles. Lionel Jospin ne recueille alors la voix que de 24 % des ouvriers tandis que son score atteint chez les cadres et professions intellectuelles plus 31%. Comme l'observe Jérôme Jaffré, ces mécanismes de recomposition avaient peu retenu l'attention en 1995 tant la performance de Lionel Jospin paraissait digne d'éloge après la déroute de 1993¹⁴.

Ségolène Royal a réussi partiellement à reconquérir le vote des catégories populaires par rapport à 2002 (27% des employés et 24% des ouvriers selon la SOFRES). Mais Nicolas Sarkozy réalise des scores non négligeables chez ces catégories (respectivement 25 et 17%). La candidate ne rassemble qu'un ouvrier sur deux au second tour. La droite ne rencontre pas de problème identitaire avec son électorat traditionnel qu'elle est parvenue à mobiliser et à « décomplexer » par un discours de classe résolument de droite tandis que les assises sociologiques du PS apparaissent plus fragiles¹⁵. L'effet « patrimoine » mis en évidence dans les années 70 par le CEVIPOF concourt, parmi d'autres facteurs (le sexisme ?) à expliquer le vote massif des personnes âgées pour la droite. Au deuxième tour, les plus de 60 ans ont voté à plus de 60% pour Nicolas Sarkozy (Sofres). Notons, fait assez peu commenté, que le niveau de diplôme discrimine assez fortement le vote. Les diplômés de l'enseignement supérieur votent à 53% au deuxième tour pour Ségolène Royal. 59% des sans diplôme ou niveau certificat d'études et 53% des diplômés niveau BEPC, CAP, BEP votent pour Nicolas Sarkozy (enquête TNS Sofres).

Les matrices sociales du vote ne disparaissent pas mais se recomposent. La géographie électorale qui gagne une nouvelle pertinence permet de l'objectiver. La nouvelle spatialisation du vote, encore insuffisamment analysé, témoigne d'une transformation des logiques sociales des comportements électoraux. Tout se passe comme si l'espace vécu et l'habitat déterminaient de plus en plus le vote, les nouvelles ségrégations spatiales et le

« séparatisme social » (Eric Maurin) constituant des évolutions aux enjeux électoraux de plus en plus décisifs. Le tropisme à gauche des centres-villes, à dominante intellectuelle (Toulouse par exemple) s'accroît. Dans les agglomérations (lilloise par exemple), la droite progresse dans les zones péri-urbaines chez des classes moyennes qui ont accédé à la propriété au prix d'un lourd endettement compte tenu de la spéculation immobilière et n'hésitent pas à allonger leur distance travail-domicile pour fuir les zones socialement « sensibles ». La rhétorique droitiste de « l'assistanat », parfois légitimée par la gauche, fait mouche dans ces catégories sociales qui vivent dans la crainte du déclassement. Avec plus de 25,5% des suffrages, Ségolène Royal permet au Parti socialiste d'effacer le « coup de tonnerre » du 21 avril 2002. Toutefois, l'analyse de ses soutiens électoraux au premier tour de l'élection présidentielle et le poids de la gauche au soir du 22 avril (36 à 37%) hypothèquent fortement dès le premier tour la perspective d'une victoire de la candidate socialiste. La candidate socialiste n'obtient que 31% chez les cadres supérieurs et les professions libérales, concurrencée par François Bayrou et Nicolas Sarkozy (29% chacun). Seuls points forts de l'électorat « royaliste » : les salariés du secteur public (34% des suffrages contre 23% dans le privé), les personnes à la recherche d'un emploi et les étudiants (32%). Politiquement, Ségolène Royal se distingue de Nicolas Sarkozy par une capacité nettement moindre à fédérer autour d'elle dès le premier tour sa famille politique : seuls 68% des sympathisants socialistes affirment avoir voté pour elle, 15% ayant porté leur choix sur François Bayrou. La candidate assure la captation, dès le premier tour, d'une proportion non négligeable de suffrages de gauche grâce à un phénomène de « vote utile » particulièrement bien visible : près d'un tiers des électeurs ayant voté pour un candidat de gauche autre que Lionel Jospin le 21 avril 2002 lui ont apporté son suffrage. Cet appoint appréciable permet à Ségolène Royal de totaliser 59% des voix auprès des sympathisants de gauche soit un score comparable à celui de Nicolas Sarkozy à droite (63%).

Sarkozy Royal

Commerçants, artisans et chefs d'entreprises 82 % 18 %

Agriculteurs 67 % 33 %

Professions libérales et cadres supérieurs 52 % 48 %

Professions intermédiaires 49 % 51 %

Employés 49 % 51 %

Ouvriers 46 % 54 %

Sarkozy Royal

Plus de 70 ans 68 % 32 %

Entre 60 et 69 ans 61 % 39 %

Entre 45 et 59 ans 45 % 55 %

Entre 35 et 44 ans 50 % 50 %

Entre 25 et 34 ans 57 % 43 %

Entre 18 et 24 ans 42 % 58 %

Sarkozy Royal

Femmes 52 % 48 %

Hommes 54 % 46 %

Source : Ipsos



Électeurs de Bayrou Électeurs de Le Pen Électeurs de la gauche non socialiste

Report sur Sarkozy 40 % 65 % 10 %

Report sur Royal 40 % 16 % 70 %

Abstention, blanc, nul 20 % 19 % 20 %

Source : étude menée par la Sofres

2. Un syndrome SFIO ?

Le PS apparaît de plus en plus comme un parti d'élus, une machine électorale professionnalisée performante au niveau local mais systématiquement défaite aux élections nationales. Aux dernières municipales, 22 villes de plus de 50 000 habitants sont tombées dans l'escarcelle du PS : Amiens, Caen, Rouen, Metz, Toulouse, Reims, Strasbourg, Saint-Etienne, Saint-Denis de la Réunion ? 7 des 10 premières villes françaises sont désormais dominées par la gauche. Le PS détient 25 villes de plus de 100 000 habitants contre douze pour la droite. Agen, Calais, Châtellerauld, Saumur ont été pris par la droite sur la gauche.

S'il revendique le label de « parti de militants », le parti socialiste n'en a que le nom, au moins sur le plan du nombre. Entre 1989 et 1995, le PS a perdu près de la moitié de ses adhérents. Après une timide remontée en 1995, les effectifs se sont stabilisés autour de 120 000 et jusque 2006, ils sont à peu près constants (même si cette stabilité cache un important turnover) ; son retour au pouvoir en 1997 n'a eu aucun effet visible sur son nombre d'adhérents. Entre le congrès de Dijon de 2003 et le débat européen de 2005, le PS perd 10 000 adhérents. Les dirigeants socialistes ont conscience de cette faiblesse organisationnelle. Lors du congrès de Dijon de 2003, F. Hollande s'engage à multiplier par deux le nombre d'adhérents, sans véritablement se donner les moyens de cet objectif, qui relève de la rhétorique obligée des congrès depuis les années 1980. Aucune politique volontariste de recrutement et de diversification sociale n'a jamais été mise en œuvre. De fait, les dirigeants, et tout particulièrement les élus, s'accommodent d'autant plus de la faiblesse des effectifs qu'elle ne nuit pas forcément à leur assise électorale et qu'elle ne pèse pas sur les ressources financières de l'organisation¹⁶. Les cotisations des adhérents ne représentent que 8% des recettes du parti en 2003, les cotisations des élus moins de 4%, le reste correspondant à la dotation de l'État (20 millions d'euros sur 22,5 millions de recettes). Le rôle des médias étant perçu comme essentiel, la croyance qu'un parti peut se passer de militants nombreux et actifs se développe.

Nombre d'adhérents du PS (1989-2005)

1989 204 172
1990 165 186
1991 155 000
1992 133 794
1993 113 005
1994 102 991
1995 93 603
1996 111 536
1997 116 708

1998 113 446
1999 119 116
2000 116 805
2001 109 464
2002 129 445
2003 119 827
2004 126 150
2005 127 374

Source : Secrétariat national aux fédérations du PS

80000 adhérents ont rejoint le ps à l'occasion des dernières présidentielles mais dans une très large majorité, ils ne sont pas restés.

Le PS apparaît moins que jamais comme ? un parti de masse ? représentatif de la société¹⁷. L'objectif que s'est donné F. Hollande lors du congrès de Dijon de doubler les effectifs en cinq ans pour les porter à 250 000 apparaît dès lors fort peu réaliste. On peut d'ailleurs douter de cette volonté.

Au-delà de leur manque de représentativité sociologique (vieillesse, défection dans les catégories populaires), les adhérents du parti apparaissent aujourd'hui de moins en moins ancrés dans des réseaux militants extra-partisans. Les liens avec les syndicats sont faibles. Plus de 40% des militants socialistes n'ont aucune appartenance syndicale au mépris des statuts. Cette tendance remonte à la fin des années quatre-vingt. Déjà un sondage effectué par l'IFOP en mars 1990 pour le compte du quotidien Libération¹⁸ auprès d'un échantillon aléatoire de 930 adhérents du PS, révélait que 52% n'appartenaient à aucun syndicat et 40% à aucune association. La cause de ce phénomène ne réside sans doute pas tant dans l'abandon de tout militantisme extérieur par des adhérents vieillissants que dans le départ du parti de nombreux militants syndicaux et associatifs, remplacés par des membres moins en phase avec les mouvements sociaux. Le déclin du pluri-engagement nuit à la représentativité sociale des adhérents et les rend d'autant plus inaptes à saisir les évolutions communes à plusieurs mondes sociaux que cette évolution s'est accompagnée d'une progression du capital scolaire des adhérents depuis 1985. Les militants sont 10% à avoir un CEP ou à n'avoir aucun diplôme et 21% à détenir un CAP, le BEPC ou un diplôme technique équivalent (moins 3% dans chaque catégorie). La progression est de trois points pour les détenteurs d'un Bac (19% en 1998) et de 9 points pour les titulaires d'un diplôme universitaire (33% en 1998). 66% des socialistes ont un niveau scolaire égal ou supérieur au BAC contre 29 % des Français, hors population scolaire. Le niveau de diplôme s'élève encore chez les nouveaux entrants dans le parti. L'attractivité du parti est beaucoup forte chez les cadres que chez les ouvriers comme la récente vague d'adhésions l'atteste.

L'attractivité différentielle du PS selon les groupes sociaux obéit à des logiques multiples. Elle est pour partie liée aux évolutions des pratiques partisans. Il faut évoquer ici les effets pervers de ? l'intellectualisation ? du militantisme et de la démocratisation partisane qui tend paradoxalement à renforcer les coûts d'entrée du militantisme et à durcir la séparation entre ? professionnels ? et ?



profanes ?. Depuis le congrès de Rennes et plus encore depuis l'élection présidentielle de 1995 qui a vu s'affronter deux candidats pour l'investiture, un réel processus de démocratisation de la vie partisane a été engagé. De nouvelles normes internes tendent à s'imposer ? bien qu'encore inégalement selon les fédérations ? qui valorisent la figure du militant, la prise de parole, l'idéal participatif et délibératif. Le fonctionnement du parti tend à devenir ? procédural ?. Si cette démocratie interne reste formelle (les militants n'amendent souvent qu'à la marge les textes qui leur sont soumis) et suscite une participation souvent limitée (seuls 60 % des adhérents ont ainsi participé au vote lors du débat sur le dernier projet présidentiel), elle a contribué à modifier un certain nombre de règles et de pratiques et les ressources que les membres peuvent mobiliser au sein du parti. Le phénomène n'est sans doute pas nouveau. Le ? ministère de la parole ? a toujours existé au PS, tout particulièrement dans les années soixante-dix. Mais on observe une redéfinition du rôle de militant et de l'excellence militante. Certaines tâches (affichage, tractage, mise sous pli ?) sont de plus en plus dévalorisées. Nos observations à Lille montrent que les militants d'origine populaire tendent à désert

les assemblées générales qu'ils jugent trop complexes ; les socialistes s'y divisent trop à leur goût. Ils se replient alors dans des niches militantes porteuses d'un entre-soi plus protecteur et intégrant qui leur permet de perpétuer leur engagement selon des normes anciennes. Les lieux de mise sous pli des documents ou des courriers ou les sorties de ? collage ? d'affiches concentrent ainsi des militants que l'on ne voit parfois jamais en assemblée générale. C'est au moment même où les discours et leur inscription idéologique semblent perdre de leur force et que l'organisation apparaît incapable d'administrer et de diffuser un sens politique que l'essentiel des activités militantes sont paradoxalement concentrées sur la question des projets ou de l'offre programmatique.

Ces règles nouvelles de démocratie interne qui se développent au nom de l'ouverture sur la société civile ont des effets intimidants et excluants sur les adhérents d'origine populaire ou faiblement diplômés. Elles contribuent à renforcer leur sentiment d'indignité sociale et politique, ce qui les encourage à faire défection, à adopter des stratégies d'exit, total ou partiel. n/c n/c n/c n/c n/c n/c n/c n/c

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Directrice général : Marie-Hélène Smiéjan

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007. Capital social : 1 958 930 €. Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : en cours.

Conseil de direction : François Bonnet, Jean-Louis Bouchard, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa ; Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 80 ou 01 90

Propriétaire, éditeur et prestataire des services proposés

sur ce site web : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 958 930 euros, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.